

Des gagnants et des perdants après l'accord Mexique-États-Unis



Le Mexique et les États-Unis sont parvenus à un accord qui a mis fin, du moins pour le moment, à la menace de Washington de frapper de tarifs douaniers les produits mexicains importés vers ces derniers, terminant ainsi une semaine d'incertitude qui ouvre la voie à l'évaluation des dégâts surtout pour savoir qui gagne et qui perd avec cet accord.

Bien sûr que Donald Trump, avec son égotisme habituel, l'a considéré comme une victoire sur l'autre partie qu'il s'obstine à traiter comme une rivale et pas comme un partenaire au sein du Traité de Libre-Commerce Trilatéral qui inclut aussi le Canada.

Peu avant la conclusion de l'accord, le chef de la Maison-Blanche avait tenu des propos durs contre son voisin lorsqu'il a dit, par exemple, « ils ont besoin de nous, nous n'avons pas besoin d'eux ». Il a dit aussi que le Mexique a volé 32% de l'industrie automobile étasunienne, des affirmations qui ne sont pas conformes à la réalité.

Le Mexique exporte 80% de ses produits aux États-Unis ce qui maintient à flot l'économie dans plusieurs états . De plus, tout le monde sait que les fabricants de véhicules émigrent vers le Sud car ils y paient des

salaires et des impôts infimes par rapport à ceux qu'ils sont obligés de payer dans leur pays et, chose importante aussi, les réglementations environnementales sont moins strictes .

Ce que Trump n'a pas dit c'est que le Congrès allait difficilement approuver l'application de tarifs supplémentaires. En fait, des élus des partis républicain et démocrate avaient mis l'accent sur le fait qu'ils présenteraient des résolutions contre l'exécutif au cas où celui-ci insisterait sur l'application de taxes au Mexique.

Pour sa part, la Chambre de Commerce des États-Unis et le Comité Coordonnateur Patronal, se sont prononcés, dans un communiqué commun, contre l'initiative du président et ils ont dit que cela ne ferait que nuire aux intérêts économiques des deux pays.

Donc, malgré son ton de tueur satisfait, le magnat de l'immobilier avait besoin de sortir rapidement d'une impasse qu'il avait lui-même construite.

Du côté mexicain, d'après ce que l'on sait, ils n'ont pas cédé plus qu'ils ne l'avaient fait durant les mois précédents. Le quotidien « The New York Times » a rappelé dans un article que les engagements d'envoyer des effectifs de la garde nationale à la frontière avec le Guatemala ; d'accepter dans leur pays ceux qui sont dans l'attente d'une réponse à leur demande d'asile aux États-Unis et de rapatrier les migrants arrêtés sur leur territoire, étaient déjà en voie d'exécution ou ils avaient déjà pris l'engagement de le faire.

Dès le début 2019, les conditions ont été durcies pour les caravanes et l'on a expulsé des milliers de Guatémaltèques, de Honduriens, de Salvadoriens et d'habitants d'autres pays.

Donc, qui a perdu avec la signature de ces accords ? Incontestablement les dizaines de milliers de personnes qui, à la recherche d'un mirage ou désespérées à cause de la pauvreté, de la violence et du manque d'opportunités, ont compromis le peu qu'elles avaient y compris leur propre vie, dans le voyage aventureux vers une terre où ils ont crû trouver ce qui est nécessaire pour se bâtir un avenir meilleur et sauver leurs familles.

Le paradis capitaliste reste fermé car la solidarité n'est pas une des caractéristiques de ce système, elle ne fait pas partie de son échelle de valeurs.

Nombreux sont ceux qui ne se rendent même pas compte du fait que la concurrence la plus féroce et l'appât du gain illimité son, directement ou indirectement, les causes de la misère qui les pousse vers le Nord.



Radio Habana Cuba